

Disons d'abord qu'il est bien clair d'après nos propos, que nous appuyons, au Canada, la démarche tentée par les États-Unis pour intéresser l'URSS à discuter un moratoire sur le déploiement des missiles antimissiles. Conscients que les pourparlers ne font que commencer et que les chances d'une entente rapide ne sont pas grandes, nous croyons tout de même que les États-Unis doivent continuer à insister sur ce point. Nous savons aussi que la Russie, pendant la période de non-décision et d'échanges diplomatiques à bâtons rompus que nous venons de connaître, a poursuivi son programme de déploiement. Mais nous ne croyons pas pour autant que la force de dissuasion des États-Unis, vu sa supériorité considérable, risque de perdre son efficacité dans un avenir rapproché. Enfin, nous savons que l'Union soviétique soutient que dans l'examen de la question des missiles antimissiles on doit tenir compte de l'équilibre stratégique au complet. Mais nous ne croyons pas que ce soit là une considération négative. En fait, selon nous, des pourparlers qui embrasseraient tout le champ des armes nucléaires stratégiques pourraient fort bien mener à l'entente globale que le monde attend. C'est pourquoi nous appuyons l'Administration américaine dans ses refus répétés de s'engager dans la voie du déploiement avant que toute possibilité d'entente avec l'URSS ait été épuisée.

Mais la situation pourrait se transformer. Du reste, même dans la conjoncture actuelle, le Gouvernement des États-Unis pourrait reviser son opposition actuelle au déploiement. Qu'est-ce que nous, Canadiens, penserions d'un tel événement? C'est une question hypothétique et, à titre d'homme politique, je préfère ne pas fournir de réponses catégoriques à de telles questions. Cependant, en tenant compte des entretiens qui se déroulent ici et au cours desquels nous pouvons échanger entre amis des opinions libres et franches, je pourrais risquer quelques réponses sous toute réserve. Vous comprendrez, n'est-ce pas, que mes énoncés ne font qu'illustrer la position du Canada et n'ont rien de définitif ni d'officiel.

La question présente deux aspects: on peut considérer le premier comme intéressant surtout les États-Unis et ne se rattachant qu'indirectement aux autres pays. Le second aspect intéresse surtout le Canada et les autres pays.

Permettez-moi de soumettre d'abord mes observations sur le point de vue spécifiquement américain.

Premièrement, malgré les améliorations techniques incontestables survenues récemment dans le domaine des missiles antimissiles (MAM), l'Administration américaine a avancé de façon convaincante l'idée que ce qu'on est convenu d'appeler le "rapport du prix de revient" entre les armes d'attaque et les armes de défense n'est pas de nature à favoriser la défense, car une somme d'argent beaucoup moindre consacrée aux armes offensives contrebalancerait la protection que l'URSS semblerait acquérir grâce au déploiement d'un système de défense contre les missiles balistiques. En fonction des pertes éventuelles, des sommes moindres affectées aux armes offensives suffiraient à relever le niveau des pertes, lors d'un échange nucléaire, au chiffre prévu avant que l'autre camp (URSS) n'ait affecté un montant donné à la défense.

La deuxième observation porte sur l'étendue du déploiement. A ce propos, nous avons beaucoup entendu parler de défense lourde et de défense légère, de